

Suez 1956 : tout ce qu'il ne faut pas faire !

Georges-Henri Soutou

DANS **REVUE DÉFENSE NATIONALE 2016/9 N° 794**, PAGES 43 À 50
ÉDITIONS **COMITÉ D'ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE**

ISSN 2105-7508

ISBN 9782919639595

DOI 10.3917/rdna.794.0043

Date de mise en ligne : 17/02/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2016-9-page-43?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Comité d'études de Défense Nationale.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Suez 1956 : tout ce qu'il ne faut pas faire !

Georges-Henri Soutou

Membre de l'Institut. Professeur émérite à l'Université de Paris IV-Sorbonne.

La participation française aux opérations de 1956 a été, sur le plan militaire, un succès. Mais un succès limité par l'organisation très complexe du commandement commun franco-britannique, qui n'a pas fonctionné correctement, ce qui a ralenti le rythme des opérations. Or, la vitesse était essentielle, face à l'opposition internationale. Mais le plus grave se situait au niveau politico-stratégique ⁽¹⁾.

En effet, la France s'est engagée dans l'affaire de Suez sans savoir exactement ce qu'elle voulait, ou plus exactement sans que les autorités politiques et militaires soient d'accord sur les objectifs à atteindre. Les diplomates ont été à peu près complètement court-circuités, les services secrets nuls et même nocifs. Le grand allié, les États-Unis, était contre, l'allié dans la crise, la Grande-Bretagne, fort hésitant. Quant à l'URSS, son attitude, pourtant cruciale, a été évaluée dans un mélange d'ignorance, d'incompréhension, de bricolage et de cynisme. En ce qui concerne Israël, les engagements pris pour l'amener à participer à une opération jugée à Tel-Aviv fort dangereuse pèsent encore aujourd'hui sur la crise du Moyen-Orient.

Les conséquences de l'opération ont été considérables : la ruine des positions historiques de la France au Moyen-Orient, l'aggravation de ses difficultés en Algérie, l'arrivée des États-Unis au premier plan dans la région et la rivalité américano-soviétique sur place, avec la mise à l'écart des anciennes puissances impériales. La Grande-Bretagne en tira les conséquences en décidant de se rapprocher encore plus de Washington. La France fit le choix inverse : le retour à l'indépendance nationale, l'accélération de son programme nucléaire, une relance européenne conduisant aux traités de Rome de 1957. Au fond, les orientations de la future V^e République sont en gestation dès Suez ⁽²⁾. Mais ce n'est pas tant sur les conséquences de Suez, bien connues, que sur les leçons que l'on peut tirer aujourd'hui de la gestion de la crise que je voudrais insister.

(1) Maurice Vaisse (ed.) : *La France et l'opération de Suez de 1956*, Paris, Addim, 1997 ; Philippe Vial (dir.) : « La Marine et la crise de Suez », *Revue historique des Armées*, 2 (1997) ; Jérôme de Lespinois : « Les structures de planification et de commandement interalliées lors de l'opération de Suez : "la mésentente cordiale" », *Revue d'histoire diplomatique*, 118/4 (2004).

(2) Georgette Elgey : *Histoire de la IV^e République. Malentendu et passion. La République des Tourmentes, 1954-1959* (tome II), Paris, Fayard, 1997.

Un rappel

Rappelons les faits : le Canal de Suez, fleuron de la présence française en Égypte, était la propriété de la Compagnie du Canal de Suez, à capitaux franco-britanniques. Le statut du Canal était régi par une convention internationale de 1888. La Grande-Bretagne conservait d'importants intérêts stratégiques dans la zone du Canal. Mais elle redoutait le nationalisme antioccidental de Nasser, qui menaçait ses intérêts au Moyen-Orient. La France était encore plus hostile à Nasser, à cause de la guerre d'Algérie : l'Égypte était considérée comme le centre du Front de libération nationale (FLN) et son soutien majeur. Quant à Israël, à partir de 1955, à cause de la livraison d'armes soviétiques et tchèques à l'Égypte, il redoutait une attaque.

Le 26 juillet 1956, Nasser annonça la nationalisation du Canal. Dans l'esprit de l'époque, c'était insupportable pour Paris et Londres, outre les raisons déjà soulignées de leur opposition à Nasser. Dès le 28 juillet, la Grande-Bretagne et la France commencèrent à préparer une expédition militaire. Une réunion décisive eut lieu à Sèvres du 22 au 24 octobre 1956 entre Britanniques, Français et Israéliens ; on mit au point un scénario : attaque israélienne, *ultimatum* franco-britannique aux deux parties, occupation de la zone du Canal au nom de sa sécurité par les Franco-Britanniques. Mais en fait le vrai but était de renverser Nasser.

Le scénario se déroula à partir du 29 octobre avec une attaque israélienne à travers le Sinaï. Le 5 novembre, après plusieurs jours de bombardement des bases aériennes égyptiennes, des parachutistes britanniques et français étaient largués sur Port-Saïd. Tout était prêt pour s'emparer de tout le Canal jusqu'à Suez en 48 heures. Mais dans la nuit du 5 au 6, Moscou lança un communiqué menaçant et surtout Washington, furieux, intervint par une attaque contre la livre sterling. Le 6 Londres renonça ; les Français, bien contre leur gré, durent les suivre. Dans la nuit du 6 au 7 l'ONU imposa un cessez-le-feu, les contingents de l'ONU remplacèrent les troupes franco-britanniques en décembre.

Les objectifs divergents des responsables politiques

L'opération a été imaginée, préparée et conduite en dehors du Quai d'Orsay, tenu à l'écart par un petit groupe, qui plus est, aux objectifs divergents. Les responsables, le président du Conseil Guy Mollet, le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau et Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense, n'étaient pas du tout sur la même longueur d'onde. Guy Mollet était guidé par la crainte de voir Nasser établir un régime totalitaire dans l'ensemble du Moyen-Orient ; par la conviction que Nasser contrôlait la rébellion algérienne ; par la volonté de solidarité avec Londres ; par un soutien de principe à Israël, à cause des souvenirs de la guerre et de la solidarité idéologique avec le Parti travailliste israélien (*Mapai*). Mais visiblement, il n'était pas intéressé par les schémas géopolitiques pour le Moyen-Orient, tendant à contrer les Soviétiques, schémas très présents

chez d'autres ⁽³⁾. Bourgès-Maunoury soutenait Israël lui aussi, mais d'abord pour des raisons géopolitiques ; il avait en effet un vaste projet stratégique-politique pour le Moyen-Orient, essentiellement antisoviétique. À partir d'une coopération franco-britannique, il voulait régler les problèmes du Moyen-Orient (y compris le conflit israélo-palestinien) et mettre cette région à l'abri de la rivalité américano-soviétique, tout en défendant les intérêts français au Liban et en Syrie ⁽⁴⁾.

Dans son livre de 1976, *1956 Suez*, Christian Pineau a indiqué les grandes lignes de sa politique à l'époque, indications confirmées par les archives, au moins au niveau général. À la différence de Guy Mollet, Pineau pensait que, « rodomon-tades » à part, la politique de Nasser se limitait à des « actions anti-israéliennes » ⁽⁵⁾. À la différence de bien d'autres responsables, il n'établissait pas de lien direct entre la crise de Suez et l'affaire algérienne ⁽⁶⁾. Après le cessez-le-feu, Pineau conclut que désormais les choses se dérouleraient dans le cadre de l'ONU, aussi bien pour le statut du Canal que pour les garanties à donner à Israël, l'arrivée des Casques bleus donnant maintenant à l'organisation internationale des moyens de pression sur l'Égypte sur ces deux points.

Après le cessez-le-feu, les analyses de Christian Pineau et celles de la direction politique du Quai d'Orsay, parfaitement court-circuitées auparavant, convergèrent à nouveau dans une certaine mesure. En ce qui concerne le Moyen-Orient, le Quai d'Orsay n'avait pas vu d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir de Nasser : il la considérait comme une garantie contre les Frères musulmans, comme la possibilité de voir s'établir une forme moderne, occidentalisée, de nationalisme arabe se distinguant des courants islamiques fondamentalistes. Pour les mêmes raisons on soutenait le parti *Baas* syrien. Cette vision d'un Moyen-Orient transformé par le passage du fondamentalisme religieux à un nationalisme de type moderne, avec lequel la France pourrait s'entendre, sous-tendait la réflexion de certains responsables depuis des années. Elle avait conduit, depuis 1948, à une position prudente et qui se voulait équilibrée dans le conflit entre Israël et ses voisins. Au Quai, on n'était pas du tout convaincu que Nasser soutenait réellement la rébellion algérienne, au-delà du minimum qu'il ne pouvait éviter, et on relativisait volontiers l'importance de la pénétration soviétique au Moyen-Orient.

Les responsables militaires : Beaufre, Barjot, Ely

Les chefs militaires français poursuivirent en fait des objectifs assez différents. Dans son rapport sur l'opération d'Égypte, le général Beaufre, qui commandait les forces françaises débarquées, fut clair : d'une part l'objectif initial français

(3) Pour l'ensemble, cf. Georges-Henri Soutou : « Les objectifs politico-stratégiques des responsables français au lendemain de l'opération de Suez : Algérie française ou défense de l'Occident ? », *Revue d'histoire diplomatique*, 2015/2.

(4) Abel Thomas (directeur de Cabinet de Bourgès-Maunoury) : *Comment Israël fut sauvé*, p. 37.

(5) *1956 Suez*, Paris, Robert Laffont, 1976, p. 73.

(6) *1956 Suez*, *op. cit.*, p. 75-76.

selon lui avait été d'abattre Nasser et d'aller au Caire. D'autre part, Beaufre était persuadé que la défaite de Nasser aurait « très vraisemblablement » éliminé la rébellion algérienne ⁽⁷⁾.

Le point de vue de son supérieur, l'amiral Barjot, était très différent. Il représentait depuis 1945 une ligne qui n'avait jamais disparu dans la Marine : elle affirmerait sa vocation dans le maintien du rôle mondial de la France, en particulier dans le cadre de l'Union française et en Méditerranée occidentale et orientale. Du rapport de Barjot à l'époque, il résulte que ses objectifs étaient non pas une « action de longue durée en Égypte » avec un changement de régime, mais « un coup de main sur le Canal de Suez », pour retrouver le contrôle de cette voie maritime essentielle. Son second objectif fondamental était d'« arrêter la progression russe en Égypte et même dans le Moyen-Orient » ; il estima d'ailleurs par la suite que cet objectif avait été atteint et que l'on avait empêché la soviétisation du Moyen-Orient.

Le général Ely, chef de l'état-major général de la Défense nationale, se situait sur une ligne très différente. Il n'était absolument pas convaincu que la solution à la guerre d'Algérie se trouvait au Caire ⁽⁸⁾ ; de toute façon il n'y avait pas pour lui de « solution militaire » au problème algérien. Contrairement à la plupart des responsables (en dehors de Pineau), il ne croyait pas à un danger soviétique fondamental au Moyen-Orient : sur le plan militaire immédiat, il estimait que le danger russe était « très faible » ⁽⁹⁾.

Le Royaume-Uni ⁽¹⁰⁾

En suscitant le Pacte de Bagdad en 1955 théoriquement contre l'URSS mais en fait contre l'Égypte, Londres avait déclenché un processus qui allait braquer Nasser et ouvrir une avenue à l'URSS au Moyen-Orient. Mais en dehors même des divergences proprement militaires ⁽¹¹⁾, il y avait avec les Français de profondes divergences politiques à la veille de l'opération : non seulement à propos d'Israël, auquel Londres était en fait fort hostile, ce qui est bien connu, mais aussi, ce qui l'est moins, à propos de la reconstruction du Moyen-Orient à prévoir pour la suite : les Britanniques voulaient le refonder à partir de l'Irak, qui prendrait le contrôle de la Syrie (thème du « Croissant fertile »), les Français estimaient qu'une telle solution compliquerait encore davantage la sécurité d'Israël et ruinerait toute chance de maintenir l'influence française au Liban et de la rétablir en Syrie. En fait, en dehors de la volonté de se débarrasser de Nasser, on n'était d'accord sur rien.

(7) Général Beaufre : *L'expédition de Suez*, Paris, Grasset, 1967, p. 226.

(8) SHD/DT, 233 K 21, Journal des marches du général Ely, passim à partir de début décembre 1956.

(9) *Suez*, p. 127 et 163.

(10) David Carlton : *Britain and the Suez Crisis*, Londres, Basil Blackwell, 1988 ; Keith Kyle : *Suez*, Londres, Tauris, 2003.

(11) Le récit de Merry et Serge Bromberger, *Les secrets de l'expédition d'Égypte*, Paris, 1957, est toujours utile.

Les États-Unis ⁽¹²⁾

Il faut bien voir que la crise de Suez se déroulait parallèlement à la crise hongroise et à l'extrême fin de la campagne pour les élections présidentielles américaines, qui devaient avoir lieu le 6 novembre. Ce dernier point contribue sans doute à expliquer l'attitude assez complexe des États-Unis dans la crise tout au long de l'été. Ils n'avaient pas été informés des décisions prises à Sèvres le 24 octobre mais les préparatifs militaires anglo-français depuis le début du mois d'août et le rassemblement d'importants moyens aéromaritimes à Chypre étaient fort voyants. Dans ses échanges avec les Américains, Eden, tout en restant imprécis, n'avait pas dissimulé dès le début la détermination franco-britannique à réagir, au besoin par la force. D'une part, on constate que les Américains accélérèrent la livraison de fournitures prévues de longue date pour l'Armée de l'air française, qui reçut soudain par avion un matériel qui permit à ses unités basées à Chypre d'être rapidement pleinement opérationnelles. D'autre part, Eisenhower ne fit pas catégoriquement savoir à Londres ou à Paris qu'il était absolument opposé à une opération militaire, tout en la déconseillant fermement. Enfin, les Américains étaient divisés : Dulles était en fait assez partisan d'une réaction ferme face à Nasser, pour stopper la progression soviétique au Moyen-Orient. Eisenhower était convaincu au contraire qu'une réaction militaire franco-britannique faciliterait l'implantation de Moscou dans la région. Anglais et Français ne saisissaient pas nettement cette divergence et surtout ne comprenaient pas, tant il est vrai que dès cette époque Eisenhower était sous-estimé, que c'était lui qui aurait le dernier mot ⁽¹³⁾. Paris et Londres espéraient, et rien de ce qui venait de Washington ne démentait nettement cet espoir, que le cas échéant l'Amérique certes ne les soutiendrait pas activement mais assurerait leur approvisionnement en pétrole malgré un probable blocus arabe et les couvrirait stratégiquement face à Moscou. On s'est souvent demandé si Washington n'aurait pas effectivement accepté de se laisser forcer la main, si l'intervention anglo-française avait été beaucoup plus rapide : fin octobre, des diplomates américains faisaient savoir à leurs homologues français qu'une action très rapide serait tolérée ⁽¹⁴⁾. En fait, l'opposition américaine à l'opération franco-anglaise était profonde et découlait d'une stratégie toute différente par rapport au Moyen-Orient ; mais les Français et les Britanniques se sentaient sans doute encore trop « chez eux » dans cette région du monde pour intégrer réellement la position américaine, fort négative, dans leurs réflexions. De toute façon, l'opération franco-britannique ne fut pas très rapide, avec une semaine de bombardements préliminaires, et manqua ainsi la petite chance qu'elle avait peut-être d'être tolérée *volens nolens* par Washington.

(12) Pour l'aspect franco-américain, cf. le récit très complet de François David : *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, 2011.

(13) Cf. le récit de Henry Kissinger, dans *Diplomacy*, New-York, Simon and Schuster, 1994, p. 522 ss.

(14) Un diplomate à Paris, probablement membre de la CIA (Jacques Baeyens : *Un coup d'épée dans l'eau du canal. La seconde campagne d'Égypte*, Paris, Fayard, 1976, p. 18) et l'ambassadeur à Moscou Charles Bohlen, cf. Jean-Marie Soutou : *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979* ; Éditions de Fallois, 2011, p. 179.

Israël

En fait, Ben Gourion était au départ peu chaud pour les Accords de Sèvres du 24 octobre. Pourquoi changea-t-il d'avis ? Les documents sont rares, mais clairs. Le 25 octobre 1956, un conseil restreint à Paris décida d'aider Israël sur le plan nucléaire : on aiderait Israël à construire un réacteur et une usine d'extraction de plutonium ⁽¹⁵⁾. Il est clair que cette décision d'aider Israël dans un domaine si sensible, intervenant le lendemain de la signature des protocoles de Sèvres, résultait de la négociation menée avec les Israéliens. C'était le *quid pro quo* ⁽¹⁶⁾.

Le Quai d'Orsay était hostile à cet accord : il était évident qu'Israël allait fabriquer des armes, que le secret ne pourrait pas être gardé longtemps, et que les réactions de l'URSS et des États-Unis pourraient être très dommageables pour Paris, qui en outre n'avait pas intérêt à dévaluer son statut futur de puissance nucléaire ⁽¹⁷⁾. On pourrait ajouter que l'accord ne simplifiait pas la situation au Moyen-Orient... Dans cette question, le rôle de Guy Mollet avait été tout du long déterminant, car il y voyait le meilleur moyen de rétablir l'équilibre entre Israël et l'Égypte.

L'URSS

Depuis la conférence de Bandoeng en 1955, l'URSS était en pleine offensive dans le Tiers Monde. Nasser, inquiet du pacte de Bagdad, entama en juin des négociations avec les Soviétiques pour des fournitures d'armes. Les premières livraisons commencèrent en juillet 1955. On sait par les mémoires du physicien Sakharov, relatant une réunion du *Politburo*, que l'affaire allait très loin, qu'il s'agissait bien d'une offensive stratégique, pas seulement d'une réponse ponctuelle à une occasion soudaine. On avait, en effet, compris à Moscou que l'Europe occidentale était de plus en plus dépendante du pétrole pour son approvisionnement énergétique (le pétrole devait dépasser le charbon en 1957) et que 80 % de ce pétrole venait du Moyen-Orient. L'extension de l'influence soviétique dans la région, par ricochet, devrait accroître les moyens de pression de l'URSS sur l'Europe.

L'aspect soviétique de la crise fut pris en compte à Paris, aussi bien sur le plan militaire que politique, mais de façon désordonnée et différente selon les responsables. Sur le plan strictement stratégique, l'hypothèse d'une intervention soviétique sous telle ou telle forme (y compris par l'envoi de spécialistes, par avion, pour mettre en œuvre l'important matériel fourni à l'Égypte et à la Syrie depuis 1955) avait été certes dès le début de la planification de l'opération prise en compte par les militaires ⁽¹⁸⁾. Mais le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

(15) Archives nationales, 580 AP 14 (Papiers Pineau), note du secrétariat général du MAE du 11 septembre 1957. Cf. Georgette Elgey, *op. cit.*, p. 176-177.

(16) Georgette Elgey, p. 177 ; Pierre Péan : *Histoire de deux bombes*, Paris, Fayard, 1982, p. 84 ss.

(17) Note Service de coordination des questions atomiques au Secrétariat général du MAE, AN, 580 AP 14.

(18) Pour tout ce passage, cf. Georges-Henri Soutou : « Les objectifs politico-stratégiques des responsables français... ».

(SDECE) avait été nul : il avait été incapable de fournir la moindre indication sur les mouvements de troupes de l'URSS, même dans les démocraties populaires, en principe plus faciles à pénétrer. Et en reprenant des fausses nouvelles, comme le survol de la Turquie par des avions soviétiques, et en les répercutant partout sans les soumettre d'abord aux organismes d'analyse, le SDECE avait, accusait l'État-major général de la Défense nationale (EMGDN), contribué à la campagne de désinformation lancée par les Soviétiques après le débarquement franco-britannique ⁽¹⁹⁾.

Mais les communiqués soviétiques menaçants dans la nuit du 5 novembre n'avaient pas été pris au tragique, passé le premier (et considérable) affolement : l'ambassade de France à Moscou avait réussi à savoir qu'en fait l'URSS n'envisageait aucune action isolée, en dehors d'un mandat de l'ONU, hors de question contre la Grande-Bretagne et la France, et en avait informé Paris ⁽²⁰⁾. Les menaces soviétiques étaient surtout destinées à marquer des points auprès des pays arabes. Cependant, la stratégie à long terme de Moscou au Moyen-Orient ne fut pas comprise comme il fallait : sous-estimée au Quai d'Orsay, elle était surestimée par les militaires ⁽²¹⁾.

A-t-on sauvé les meubles ?

Les *post mortem* parisiens furent aussi divergents que les positions pendant la crise : Abel Thomas, dans ses mémoires, est certainement l'acteur qui porte après coup sur l'opération le regard le plus positif : « Israël fut sauvé », c'est le titre même du livre, Nasser fut bloqué dans son projet de domination du Moyen-Orient, la progression soviétique fut enrayée ⁽²²⁾. Le Quai d'Orsay et le général Ely sont fort négatifs ⁽²³⁾. Beaucoup plus positif, l'amiral Barjot, dans son rapport de mars 1957 ⁽²⁴⁾. Beaufre était quant à lui beaucoup plus critique : l'opération avait tout simplement échoué ⁽²⁵⁾. Cette divergence radicale de jugement entre les deux principaux chefs militaires sur place s'explique évidemment par leurs objectifs différents : pour Beaufre, on ne s'était pas emparé du Caire et Nasser était toujours là, donc l'échec était patent. Pour Barjot, qui poursuivait en fait des buts différents, de nature plus géopolitique, on pouvait penser, au moins sur le moment, que le bilan global de l'opération n'était pas négatif.

Christian Pineau était plus réservé : certes on avait neutralisé Nasser et écarté, au moins provisoirement, la menace qui pesait sur Israël, mais au prix de la perte

(19) Note du chef de la division renseignement de l'EMFA du 10 novembre 1956, SHD, Département Terre, Fonds Ely, 233 K 48.

(20) Jean-Marie Soutou : *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979* ; Éditions de Fallois, 2011, p. 179-180.

(21) Ely : *Suez*, p. 39-40.

(22) Abel Thomas : *op. cit.*, p. 265 ss.

(23) Ely : *Suez*, p. 201-202.

(24) SHD/DM, Papiers Barjot.

(25) Rapport de Beaufre et *L'expédition de Suez*, p. 201 ss.

des positions françaises au Moyen-Orient, même si l'absence de réaction face à l'Égypte eût engendré des conséquences pires ⁽²⁶⁾. Cependant, il put jouer un rôle décisif dans les accords de mars 1957 assurant la présence des Casques bleus dans le Sinaï ⁽²⁷⁾.

Mais dès l'été 1957 la reprise de la pénétration soviétique au Moyen-Orient battait les positions occidentales en brèche, en particulier en Syrie, ce qui ruinait définitivement les derniers espoirs de voir venir au pouvoir à Damas des éléments profrançais, et en 1958 en Irak. Quant au règlement de l'affaire du Sinaï en mars 1957 grâce à l'interposition de Casques bleus entre Israël et l'Égypte, la décision d'U Thant en 1967 de les retirer à la demande de Nasser sans consulter l'Assemblée générale de l'ONU, comme cela avait été prévu en 1957, montrait les limites du système de sécurité péniblement monté en faveur d'Israël, largement grâce aux efforts français, lorsqu'il s'était agi de sauver de l'aventure de Suez ce qui pouvait l'être.

Étant donné la façon dont l'affaire de Suez avait été conçue et menée, ce *fiasco* n'est pas étonnant. On n'était d'accord sur rien, ni entre Français, ni avec les Britanniques, que ce fût sur les objectifs ou sur les modalités de l'opération. Et surtout, on n'avait pas compris que le système international était différent de celui d'avant 1945 : il était fondé sur la bipolarité et la décolonisation, l'un favorisant l'autre, et le tout laissant peu de marge de manœuvre aux puissances moyennes. En creux, on a là tous les thèmes d'un excellent exercice d'état-major...

(26) Christian Pineau : *1956 Suez*, p. 183-196.

(27) Christian Pineau : *op. cit.*, p. 213-219 ; Mickaël Fry : « La crise oubliée de 1957 : Gaza et Sharm-el-Sheikh », *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1993/2 ; long historique du secrétariat des conférences le 9 mars 1957, Documents diplomatiques français, 1957/I.